

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Barrage hydroélectrique de Kinguélé : l'offre de Sinohydro-Chongqing

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

SUITE à l'appel d'offres international lancé en janvier 2018 pour la construction clé-en-main de l'aménagement hydroélectrique de Kinguéle Aval, Meridiam et Gabon power company, au travers de leur filiale commune Asonha Energie, ont retenu, le 19 décembre dernier à Libreville, l'offre du groupement Sinohydro-Chongqing. D'une capacité de 35 MW, cet ouvrage hydroélectrique, construit sur la rivière Mbei, est situé en aval des deux centrales hydroélectriques existantes de Tchimbélé et Kinguélé, et alimentera le réseau interconnecté (RIC) de Libreville. Ce projet vise à renforcer le pôle énergétique de la vallée de la Mbei (dans la commune de Kango), afin de répondre à la croissance de la

demande en énergie.

Désormais attributaire pressenti, Sinohydro-Chongqing devra ainsi fournir les garanties acceptables par le maître de l'ouvrage, notamment en ce qui concerne les engagements environnementaux, sociaux, économique et éthique, avant de se voir attribuer définitivement le marché.

La société Asonha Energie envisage de lancer les travaux de construction à la fin du deuxième trimestre 2020, pour une durée de près de 40 mois. Elle se dotera d'une assistance à maîtrise d'ouvrage renforcée pour le suivi de l'exécution des travaux, qui sera assurée par le groupement EDF - Artelia.

Créée en 2018, dans le seul but de mettre en œuvre le projet d'aménagement hydroélectrique de Kinguéle Aval, Asonha Energie est une société de droit gabonais détenue à 60% par Meridiam et



Barrage hydroélectrique de Kinguélé qui connaîtra des aménagements sous peu.

40% par Gabon power company (GPC).

En rappel, le projet hydroélec-

trique de Kinguéle Aval est un projet répondant à 13% de la demande en électricité sur le réseau

de Libreville, et devrait engendrer plus de 800 emplois pour la construction de l'ouvrage.

Protection de l'environnement : les OSC en coalition



Photo de famille des membres de la coalition des OSC, après la cérémonie de lancement du projet de mise en œuvre des engagements environnementaux et sociaux.

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

Dans le cadre du projet de mobilisation des Organisations des sociétés citoyennes (OSC) pour la mise en œuvre des engagements socio-environnementaux

des entreprises agro-industrielles dans la province de la Ngounié, plusieurs organisations de la société civile impliquées dans la protection de l'environnement, ont créé une coalition.

La charte de création de cette coalition a été signée vendredi

dernier par huit OSC. Celles-ci ont été identifiées lors d'une étude réalisée en octobre, sur la cartographie des organisations de la société civile nationales et locales actives dans les secteurs de l'agro-industrie et foresterie. Cofinancé par le WWF et l'Agence française de développement (AFD), ce projet vise à mobiliser et faire de la société civile et villageoise une force informée et active, pour le suivi du respect des engagements socio-environnementaux pris par les compagnies d'exploitation forestière et de palmier à huile. Mieux, il s'agira de "doter la société civile nationale ainsi que les représentants de villages et de coopératives, des capacités de plaidoyer permettant de porter une voix commune et influente en faveur de la mise en œuvre des bonnes pratiques environnementales", a renchéri Marthe Mapangou, directrice nationale du WWF.

Cémac : la croissance moins vigoureuse



Les représentants des pays de la Cémac lors d'une réunion de pilotage à Libreville.

MSM
Libreville/Gabon

D'APRÈS le communiqué officiel ayant sanctionné la dernière session du Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), le taux de croissance du PIB dans la zone Cémac devrait finalement se situer à 2,5 % au 31 décembre 2019, contre

3,2 % projetés en début d'année 2019, rapporte l'agence Ecofin.

Selon le CPM, les tensions inflationnistes auraient atteint un taux de 1,9 % sur l'ensemble de l'année 2019, contre 2,2 % l'année dernière. Un résultat que l'on doit notamment au resserrement des politiques macroéconomiques et financières. Selon le Fonds monétaire international (FMI), il a contribué à éviter une crise plus profonde et favorisé l'augmentation plus rapide des réserves extérieures brutes, ces derniers mois.

Le FMI préconise d'ailleurs la poursuite des réformes, en vue de soutenir une croissance plus diversifiée et inclusive. Il s'agit, notamment, d'améliorer la gouvernance et le climat des affaires